

Table des matières

01	Avenir troublé pour la zone euro « <i>Evaluation économique mondiale intermédiaire</i> »	2
02	Avant, c'était pire « <i>How was life?</i> »	3
03	Des migrants de plus en plus qualifiés « <i>Gérer les migrations économiques pour mieux répondre aux besoins du marché du travail</i> »	4
04	Un meilleur accès à l'éducation ne se traduit pas en une société plus égalitaire « <i>Regards sur l'éducation 2014</i> »	5
05	Fiscalité internationale: le premier volet des recommandations BEPS est prêt « <i>BEPS: résultats attendus en 2014</i> »	6
06	Politiques agricoles: les aides publiques baissent mais continuent de fausser les marchés « <i>Politiques agricoles: suivi et évaluation</i> »	7
07	Coopération au développement en mutation « <i>Development Cooperation Report 2014</i> »	8
08	Autres publications	9
09	Calendrier OCDE	9

01. Avenir troublé pour la zone euro

«*Evaluation économique mondiale intermédiaire*»

Les résultats de la récente *évaluation économique intermédiaire de l'OCDE* sur les perspectives de l'économie mondiale sont plutôt décevants. Depuis la dernière analyse de mi-mai, l'OCDE a corrigé vers le bas ses prévisions de croissance pour presque tous les pays membres. A cela s'ajoute que les disparités entre les économies les plus importantes augmentent rapidement. Le souci principal provient de la zone euro, dont le PIB ne devrait croître que de 0.8% en 2014. Pour 2015, les perspectives ne sont pas vraiment meilleures (voir graphique). En particulier, les faiblesses de deux des principaux pays de la zone, la France et l'Italie, ne fournissent pas de signaux très positifs.

Les performances des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sont nettement meilleures. Selon l'OCDE, ces deux pays vont croître de manière «solide» en 2014 et 2015. Les prévisions pour les Etats-Unis se sont toutefois aussi détériorées de manière significative en comparaison avec la mi-mai. Les plus importants moteurs de la croissance mondiale sont les pays asiatiques. L'économie de la Chine continuera de connaître un boom, bien qu'à un niveau légèrement plus bas, et la croissance de l'Inde, après une phase de faiblesse, devrait reprendre nettement.

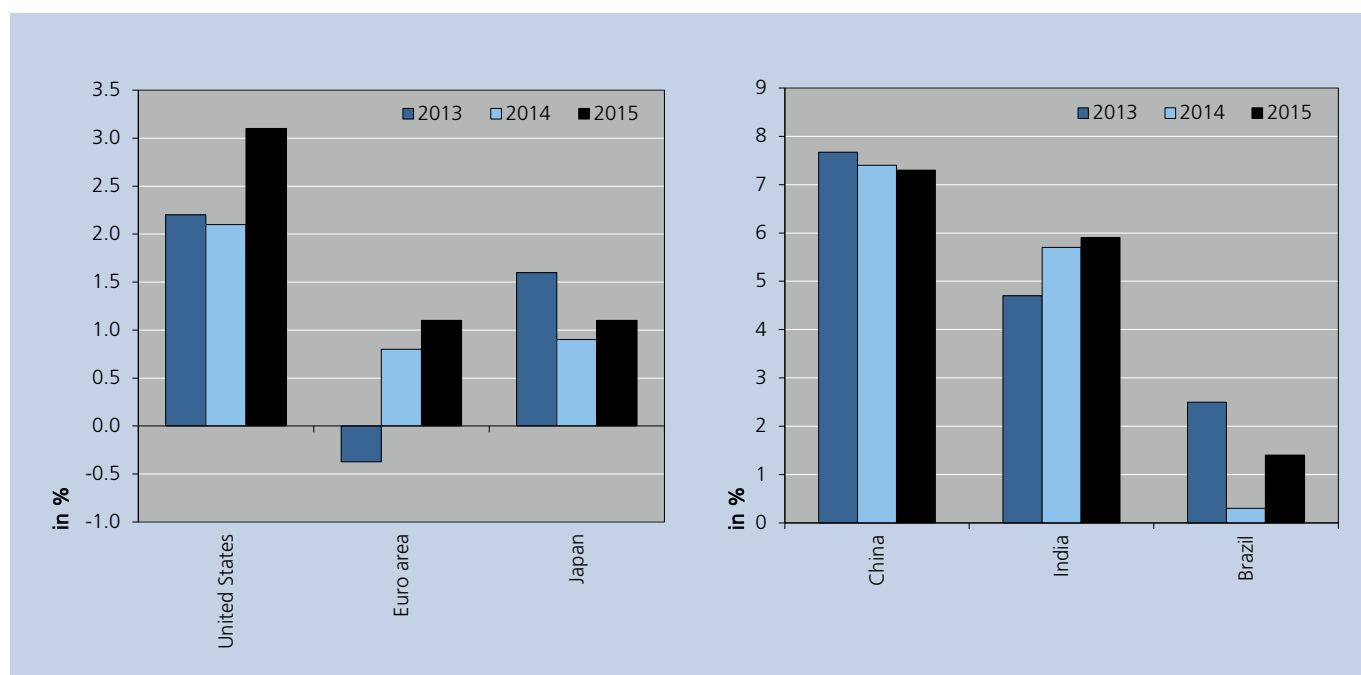
En Europe, le risque majeur identifié par l'OCDE est la faiblesse de la demande. De surcroît, l'inflation anémique entrave les processus d'ajustement nécessaires au

sein de la zone euro. C'est pourquoi, d'après l'OCDE, le danger d'une période de stagnation prolongée subsiste. La BCE a de son côté sous-évalué systématiquement la signification d'une inflation en recul depuis trois ans. Un autre élément inquiétant s'ajoute à cela: les effets à long terme sur l'inflation des opérations sur les taux d'intérêt semblent s'affaiblir. C'est la raison pour laquelle l'OCDE se prononce de manière véhémente pour une politique monétaire plus agressive, y compris pour une augmentation de la masse monétaire. En comparaison avec les banques centrales des Etats-Unis et du Japon, la BCE n'a en effet pas pleinement utilisé la marge de manœuvre à sa disposition.

A côté des dangers dans la zone euro, l'OCDE identifie une instabilité géopolitique en Ukraine de l'Est ainsi qu'au Proche et Moyen-Orient. Elle met également en garde contre les possibles turbulences sur les marchés financiers qui pourraient être exposés aux risques provenant des entreprises fortement endettées des pays émergents. Un changement de politique monétaire aux Etats-Unis pourrait avoir pour effet de faire changer de direction les flux financiers internationaux et provoquer de forts mouvements des parités des monnaies. Les pays émergents seraient les premiers à en souffrir.

> Table des matières

OECD interim forecasts – GDP growth in the major economies

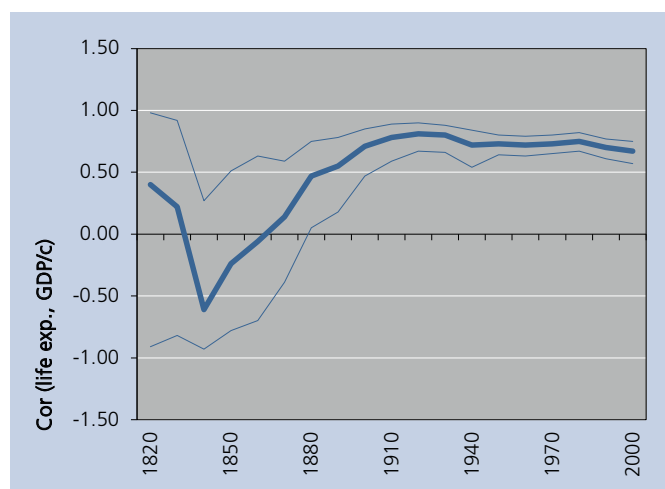


02. Avant, c'était pire «How was life?»

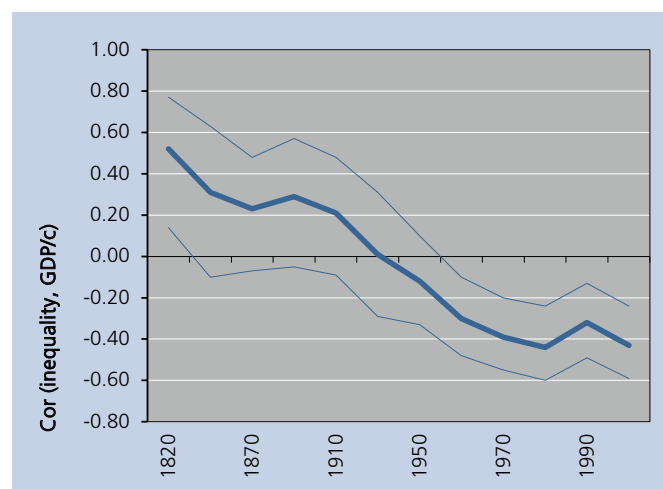
L'OCDE est à la pointe au niveau mondial en ce qui concerne la mesure de la qualité de la vie. Cela est en particulier lié à la publication depuis 2011 de l'*Indicateur du vivre mieux*. Indépendamment de cela, l'OCDE a étudié pour la première fois, en collaboration avec des historiens économiques néerlandais (projet *Clio-Infra*), comment la qualité de la vie a évolué sur une période de 180 ans. Le rapport «*Comment vivait-t-on? Le bien-être à l'échelle mondiale depuis 1820*» se base sur dix indicateurs, qu'il agrège dans un indicateur synthétique. Cela permet de considérer un large spectre d'aspects matériels et immatériels, qui vont du PIB par tête, des salaires en termes réels, de l'espérance de vie, de la taille corporelle jusqu'aux institutions politiques, aux conditions de l'environnement ainsi qu'aux différences de revenus entre les sexes.

Un examen superficiel n'amène pas de grandes surprises. La qualité de la vie des humains s'est améliorée depuis le début du 20^{ème} siècle dans une grande partie de la planète. L'évolution de l'indicateur synthétique comme celle de nombreux indicateurs partiels suit celle de la croissance du PIB par tête. Cela est valable pour la formation, la santé et le revenu réel. Par exemple, l'espérance de vie en Europe de l'Ouest n'était que de 33 ans en 1830, pour augmenter à 40 ans en 1880 et pour ensuite progresser de manière spectaculaire au cours de la première moitié du 20^{ème} siècle (voir graphique ci-dessous). Aujourd'hui, elle

Correlation between life expectancy and GDP per capita, 1820s-2000s



Correlation between inequality and GDP per capita, 1820s-2000s



atteint 80 ans. Dans le reste du monde, l'augmentation de l'espérance de vie a surtout été observée dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle.

Il est plus intéressant d'observer les indicateurs qui sont moins corrélés à la croissance du revenu par tête ou qui même sont influencés de manière négative par ce dernier. Cela vaut entre autres pour la sécurité personnelle, l'état de l'environnement, et les disparités de revenus (voir graphique ci-dessus). L'Europe et l'Asie étaient déjà au début du 19^{ème} siècle des continents relativement calmes. A l'opposé, les Etats-Unis comme une grande partie de l'Amérique latine et de l'Afrique se caractérisaient par un nombre élevé d'homicides.

L'analyse des écarts de revenus livre également une image différenciée. Les disparités de revenus dans les pays industrialisés se sont réduites dès la fin du 19^{ème} siècle jusqu'à environ 1970, pour ensuite recommencer à augmenter. En Europe de l'Est, cette augmentation a été rapide après la chute du communisme. Par contre ce creusement des inégalités n'est observable en Chine que depuis peu de temps. Toutefois, les revenus sont répartis aujourd'hui de manière plus égalitaire. C'est un effet des vagues de croissance dans les pays BRIICS, qui ont causé une forte progression du nombre de personnes au bénéfice d'un revenu moyen.

> Table des matières

03. Des migrants de plus en plus qualifiés

«Gérer les migrations économiques pour mieux répondre aux besoins du marché du travail»

La publication «*Gérer les migrations économiques pour mieux répondre aux besoins du marché du travail*» présente les résultats de plusieurs études effectuées par l'OCDE en collaboration avec la Commission Européenne, notamment pour examiner si l'expérience des pays non européens pourrait être utile au Vieux Continent. Si les migrations peuvent apporter une contribution importante à la croissance de la population active, les effets de compensation du phénomène de vieillissement de la population dépendront de la manière dont les qualifications des migrants seront adaptées aux besoins du marché du travail. Cette problématique fera d'ailleurs l'objet d'une réunion à haut niveau à l'OCDE début décembre 2014.

En moyenne, le niveau d'éducation des migrants n'est pas aussi élevé que celui de la population résidante. De surcroît, les rendements de leurs qualifications sont souvent inférieurs. Une meilleure compréhension des qualifications des migrants devrait permettre de mieux tirer parti de celles-ci et de rendre possible une meilleure intégration dans le marché du travail. A ce niveau, il ne s'agit pas uniquement de se focaliser sur les diplômes obtenus mais aussi de considérer un spectre plus large de compétences, notamment dans le domaine linguistique.

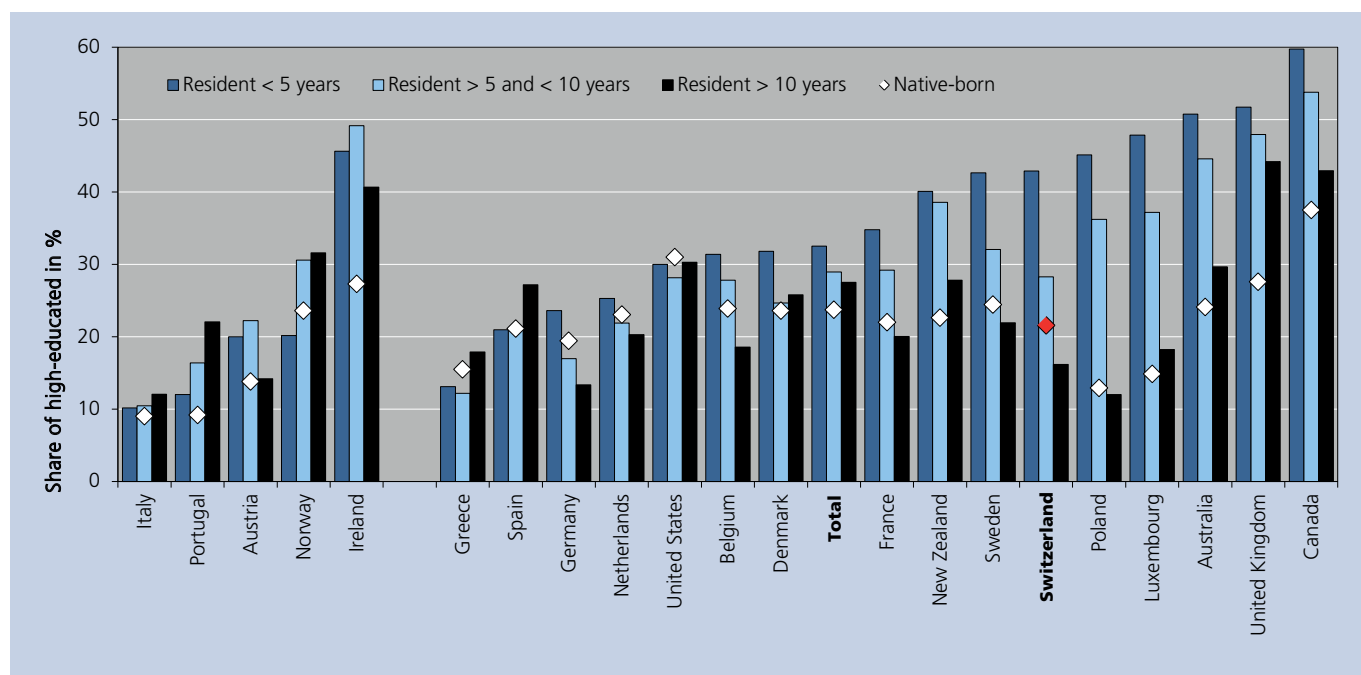
En 2014, la population en âge de travailler va diminuer pour la première fois dans l'Union européenne. Elle devrait même reculer de 2.2% jusqu'en 2020 alors qu'il est

estimé qu'elle augmentera dans les mêmes proportions pour l'ensemble de l'OCDE. Pour la période 2000-2010 les immigrants ont représenté 70% de l'augmentation de la population active en Europe et 47% aux Etats-Unis. Pendant cette période, la part des actifs ayant un niveau d'éducation tertiaire a augmenté de 50% dans toutes les catégories. Toutefois, le ratio entre nouveaux entrants sur le marché du travail et retraités va se détériorer de 3.5 en 2000-2010 à environ 1.5 une décennie plus tard, du fait que de plus en plus de travailleurs avec une éducation supérieure iront à la retraite.

Dans un tel contexte, une meilleure utilisation des qualifications des migrants est cruciale. Il s'agira ainsi d'amplifier encore les tendances observées ces dernières décennies. Au cours de la période 2000-2005 la proportion des personnes au bénéfice d'une éducation supérieure a progressé de 3 points de pourcentage pour la population née dans le pays et de 5 points pour les immigrants. Dans le graphique ci-dessous on observe que la proportion des immigrants avec un haut niveau d'éducation a progressé dans une très large majorité de pays de l'OCDE. A l'exemple de la Suisse, le degré de formation des immigrants récents a nettement dépassé celui de la population autochtone, alors que les immigrants présents depuis plus de 10 ans avaient encore un niveau nettement inférieur.

> Table des matières

Share of high-educated among immigrants and native-born, aged 15 and over, by duration of stay



04. Un meilleur accès à l'éducation ne se traduit pas en une société plus égalitaire «Regards sur l'éducation 2014»

L'accès à l'éducation continue d'augmenter dans les pays de l'OCDE. Aujourd'hui, en moyenne 75% des individus sont diplômés du deuxième cycle et 33% de l'enseignement supérieur. Ces chiffres reflètent aussi d'importantes différences selon les tranches d'âge: les nouvelles générations tendent à être bien plus formées que les précédentes. En effet, en moyenne 40% des 25-34 ans sont diplômés de l'enseignement supérieur, ce qui dépasse de 15 points de pourcentage les valeurs des 55-64 ans. En Suisse l'écart (12%) est légèrement inférieur à la moyenne de l'OCDE avec respectivement 41% des 25-34 ans contre seulement 29% des 55-64 ans qui ont une éducation tertiaire.

Si l'augmentation de l'accès à l'éducation supérieure est à évaluer positivement, une tendance plus préoccupante se dessine: l'augmentation de la fracture sociale entre ceux qui sont instruits et ceux qui le sont moins. Ainsi, les écarts de revenus et de taux d'activité entre les personnes diplômées de l'enseignement supérieur et celles qui n'ont pas de diplôme secondaire ont continué d'augmenter. En 2012, dans plusieurs pays de l'OCDE, le différentiel de taux d'activité entre ces deux groupes a parfois atteint jusqu'à 30 points de pourcentage. L'écart de revenus selon le niveau d'éducation varie beaucoup selon les

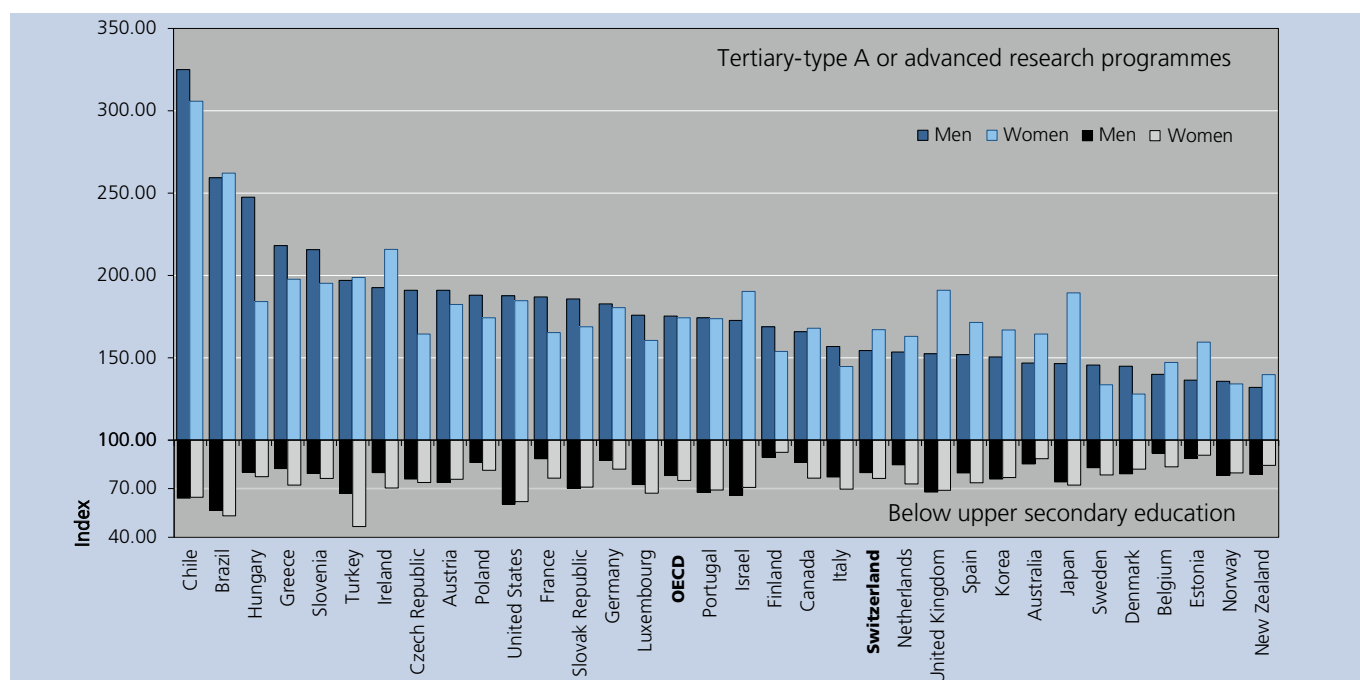
pays. Le Chili est ainsi le pays présentant les plus fortes inégalités tandis que la Nouvelle-Zélande se situe à l'autre extrême. La Suisse se positionne, elle, entre la moyenne de l'OCDE et les pays les plus égalitaires (voir graphique).

Le rapport de l'OCDE souligne qu'en réalité l'éducation devrait être un important levier de mobilité sociale et non pas un facteur favorisant les inégalités. Cependant, le diagnostic est clair: ce levier semble aujourd'hui en panne. L'éducation des parents est toujours aussi déterminante dans le choix des études poursuivies et malgré une démocratisation de l'enseignement supérieur, les familles moins favorisées n'ont pas pu en profiter autant que les classes moyennes. Enfin, on observe que la mobilité descendante (enfants moins bien formés que leurs parents) est en hausse, tandis que la mobilité ascendante diminue. Les systèmes éducatifs, conclut l'OCDE, devraient davantage promouvoir la mobilité sociale, la méritocratie et l'acquisition de compétences de manière équitable. L'élargissement de l'accès à l'éducation devrait se faire au service d'une société plus inclusive, ce qui pour l'instant ne semble pas encore être le cas.

> Table des matières

Relative earnings of workers, by educational attainment and gender (2012)

25-64 year-olds with income from employment; upper secondary education = 100



05. Fiscalité internationale: le premier volet des recommandations BEPS est prêt «BEPS: résultats attendus en 2014»

Comment éviter que les entreprises multinationales transfèrent de façon artificielle leurs bénéfices dans d'autres pays, réduisant considérablement, parfois jusqu'à des niveaux dérisoires, le montant de leurs impôts? Pour l'OCDE et le G20 la solution repose dans le projet BEPS (Érosion de la base d'imposition et transfert des bénéfices). En effet, les montants parfois étonnamment bas des impôts payés par les entreprises internationales correspondent la plupart du temps à une optimisation fiscale effectuée en toute légalité. Les entreprises profiteraient ainsi tout simplement des failles dans les systèmes fiscaux nationaux et internationaux. Le projet BEPS, qui voit la participation de 44 pays¹, a comme objectif de développer une approche internationale coordonnée qui permette de combler ces lacunes et d'aboutir à un système fiscal plus équitable et juste. Persuadées que le maintien de conditions de concurrence loyale entre les différents acteurs au niveau international est une priorité, les autorités helvétiques ont décidé de prendre une part active à ce projet, qui touchera à relativement brève échéance plusieurs composantes importantes de notre système fiscal.

Si la thématique de l'imposition des entreprises internationales retenait déjà l'attention de l'OCDE depuis plusieurs années, ce n'est que depuis qu'elle a été inscrite sur la liste des priorités du G20 en 2012 qu'elle a pris toute son ampleur. En juillet 2013, l'OCDE présentait un Plan d'action composé de 15 éléments clés pour lutter contre ce

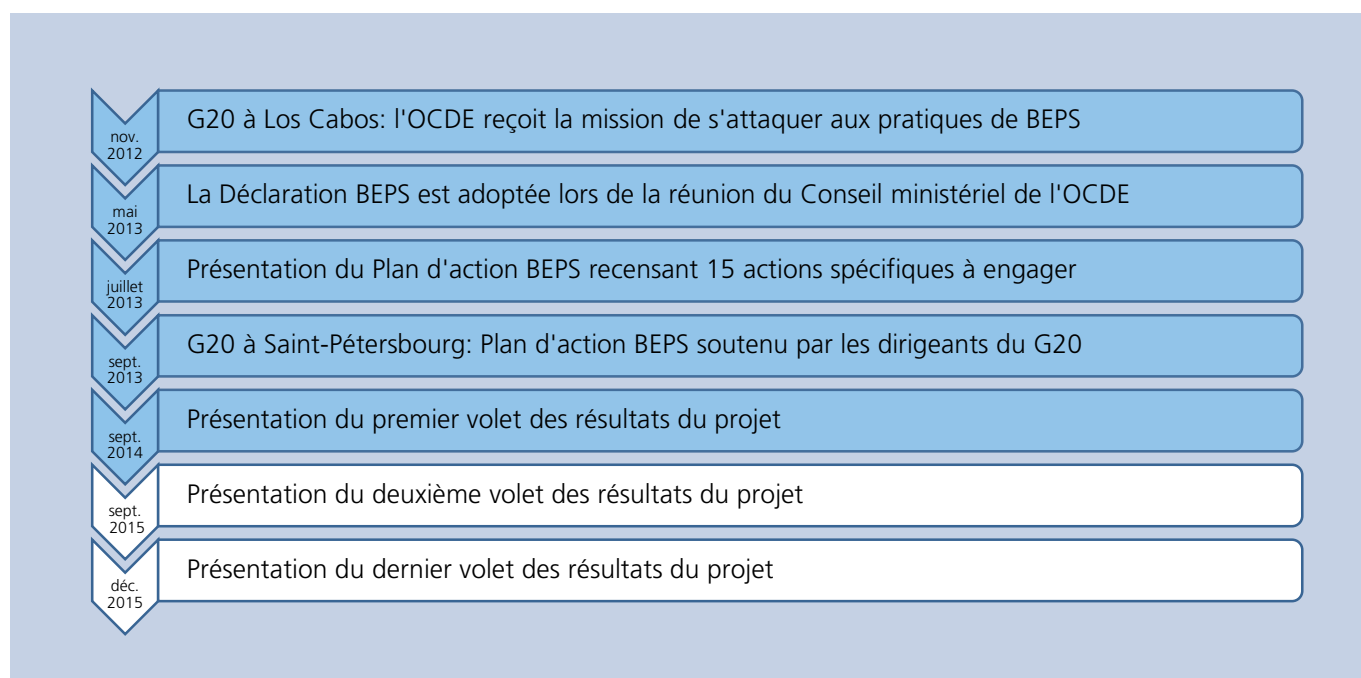
phénomène et un an plus tard, les premières sept recommandations du projet BEPS ont été délivrées. Les mesures, de nature très technique, visent principalement à neutraliser les effets des montages hybrides, relever les défis posés par l'économie numérique, lutter contre les pratiques fiscales dommageables, empêcher l'utilisation abusive des conventions fiscales, faire en sorte que les prix de transfert soient conformes à la création effective de valeur ou encore améliorer la documentation sur les prix de transfert. Enfin, les pays ont aussi trouvé une entente sur l'élaboration d'un instrument multilatéral pour réviser les conventions fiscales bilatérales.

La deuxième et la troisième partie des recommandations seront publiées au mois de septembre et de décembre 2015. La totalité de ces recommandations devront par la suite être intégrées dans les conventions fiscales bilatérales et dans les législations nationales. La mise en œuvre coordonnée des recommandations de l'OCDE devrait permettre d'aboutir à un système fiscal international où l'érosion de la base d'imposition et le transfert artificiel des bénéfices de la part des entreprises ne seront plus qu'un lointain souvenir.

¹ Tous les pays du G20 et de l'OCDE ainsi que la Colombie, la Lettonie, la Malaisie et Singapour.

> Table des matières

Calendrier du projet BEPS



06. Politiques agricoles: les aides publiques baissent mais continuent de fausser les marchés «Politiques agricoles: suivi et évaluation»

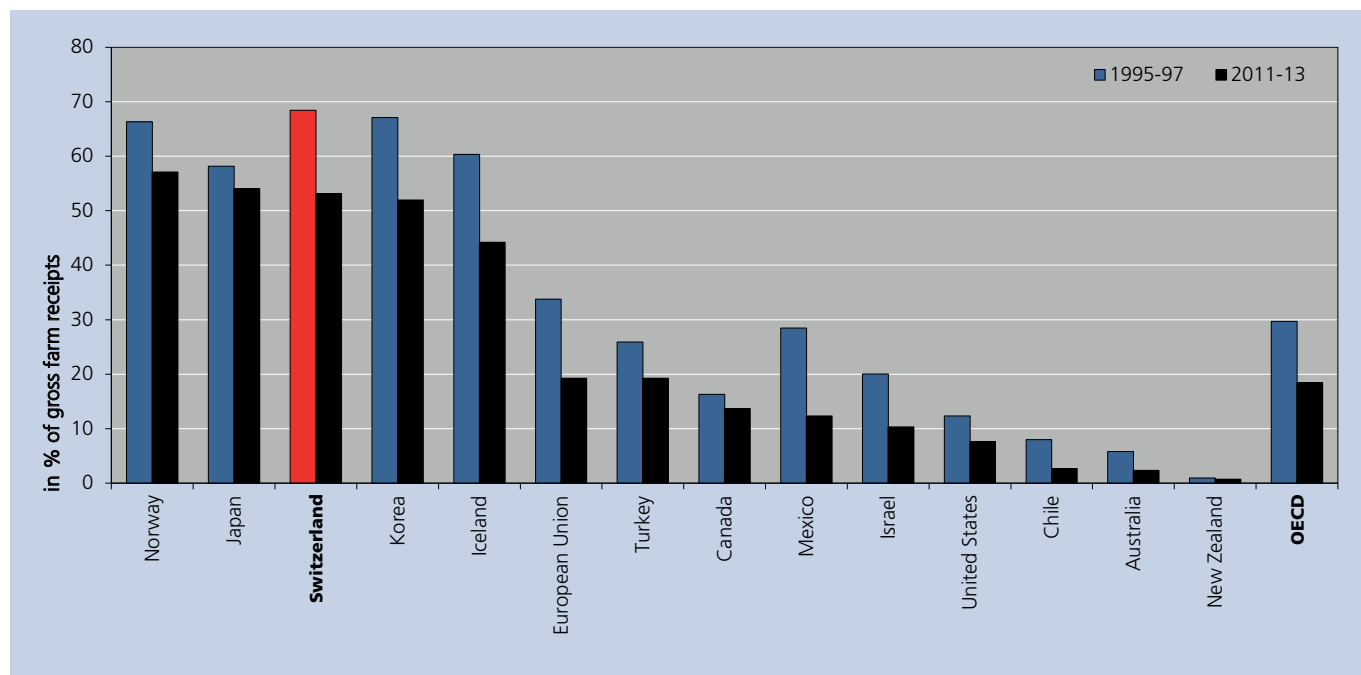
Le soutien public dont bénéficie l'agriculture dans les pays membres de l'OCDE a continué de baisser en 2013, représentant en moyenne 18% des recettes agricoles brutes. Ce chiffre correspond environ à la moitié du niveau des années 1980, ce qui confirme une tendance à la baisse à long terme observée dans la plupart des pays, y compris la Suisse (voir graphique). Néanmoins, le dernier rapport de l'OCDE «*Politiques agricoles – suivi et évaluation 2014*» met en relief que les aides publiques sont encore en partie dispensées de façon à créer des distorsions de marché, comme c'est le cas avec les mesures de soutien aux prix intérieurs. L'OCDE appelle donc ses Etats membres à profiter du contexte international relativement favorable au niveau des prix pour favoriser le découplage entre soutien agricole et production tout en concentrant les efforts sur l'innovation pour accroître durablement la productivité et la durabilité.

Dans certains pays, les réformes des politiques agricoles ont déjà pris leur cours. Au sein de l'Union européenne, la nouvelle politique agricole 2014-2020 prévoit entre autres la fin des quotas laitiers. Le Japon a annoncé qu'il allait diminuer les quotas de production dans le secteur du riz et la nouvelle *Farm Bill* aux Etats-Unis envisage de supprimer le soutien aux revenus pour accroître les dé-

penses liées aux assurances des risques climatiques, sanitaires et économiques. En même temps, l'embargo russe décrété sur les produits agricoles européens suite à la crise ukrainienne a remis sur le devant de la scène la question des instruments d'intervention sur les marchés en Europe. L'OCDE évalue comme des «pas dans la bonne direction» les ajustements au système de paiements directs prévus dans la nouvelle politique agricole 2014-2017 de la Suisse. Ceux-ci sont censés mieux cibler certaines pratiques agricoles et découpler davantage les aides à la production, en particulier dans l'élevage. Toutefois, les nouvelles mesures ne touchent pas le niveau élevé de protection à la frontière et le niveau global de soutien continue de rester parmi les plus élevés au sein de l'OCDE (53% des recettes agricoles brutes pour la période 2011-2013), avec la Norvège (57%), le Japon (54%) et la Corée (52%). En comparaison, les agriculteurs européens ont reçu 20% d'aides et les américains 7%, alors que l'Australie, le Chili et la Nouvelle-Zélande sont les pays qui subventionnent le moins leurs agriculteurs (moins de 3% des recettes agricoles brutes).

> Table des matières

Producer support estimate by country, 1995-97 and 2011-13



07. Coopération au développement en mutation «Development Cooperation Report 2014»

Le Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE a soumis la coopération au développement de 11 de ses membres - dont la Suisse - à un examen par les pairs pour la période janvier 2012 - avril 2014. Le «*Development Co-operation Report 2014*» compare les résultats de ces recherches et confirme l'existence d'une série de phénomènes qui étaient déjà connus sur la base d'exemples isolés. Au centre de ces comparaisons se place la coopération au développement classique, l'Aide-pays programmable (voir graphique).

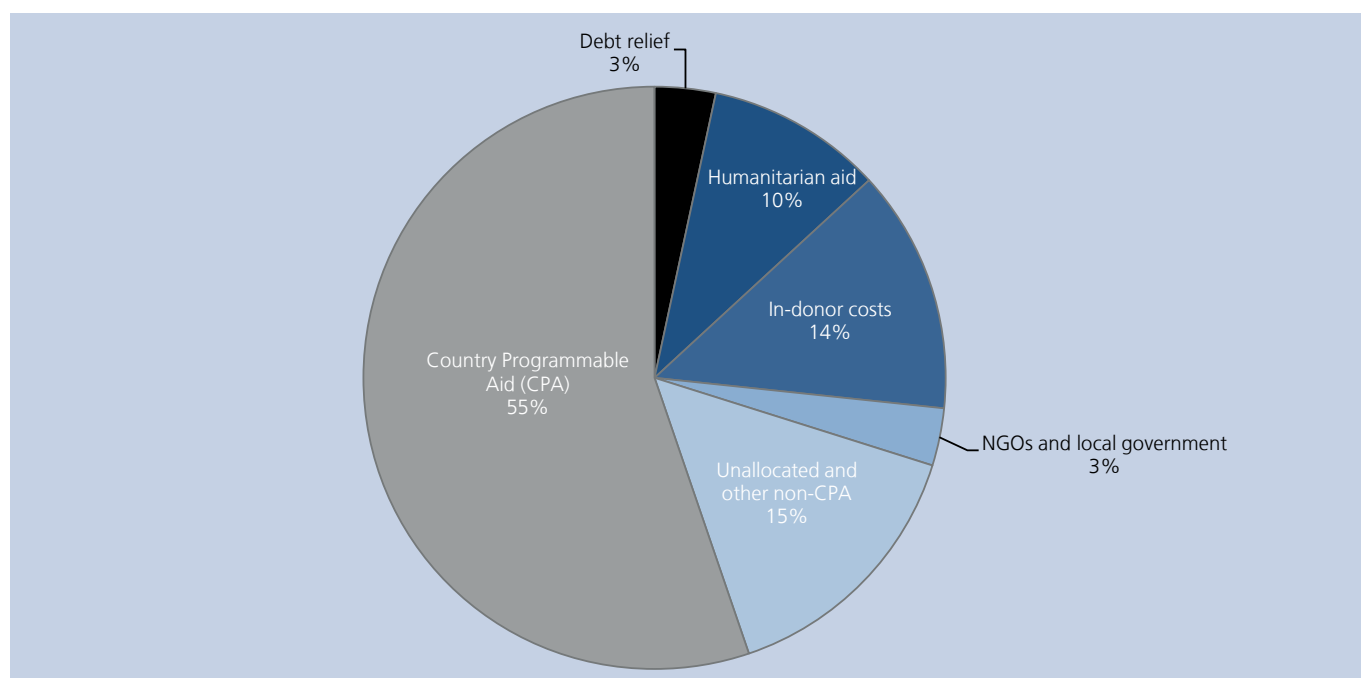
Au niveau de l'orientation stratégique il apparaît que la politique de développement reste étroitement liée aux intérêts nationaux et est intégrée pour d'autres dimensions dans la politique extérieure (il s'agit des fameux trois D en anglais: *Defense, Diplomacy, Development*). Le lien avec les intérêts économiques extérieurs est également visible. Même si cela va dans la direction d'une approche d'ensemble (*Whole of Government*), la politique de développement manque toutefois de cohérence. Les examens par les pairs constatent que les membres n'ont pas fait de progrès majeurs dans le domaine de la cohérence des politiques pour le développement. Dans presque tous les pays qui ont été comparés, le poids plus grand attribué au secteur privé a abouti à la mise en place de nouveaux instruments financiers, qui mélangent en partie des intérêts commerciaux avec les objectifs de l'aide au développement, ce qui va à l'encontre des pratiques exemplaires définies par le CAD.

La même tendance a eu aussi pour effet d'amener fréquemment une réorganisation des ministères chargés du développement, qui ont été davantage intégrés au sein des ministères des affaires étrangères. Souvent, les structures et les procédures ont été réorganisées en parallèle. Les pays qui appliquent le modèle de l'agence chargée de la mise en œuvre ont encore renforcé la distinction entre les fonctions stratégiques et les fonctions d'exécution. Les disparités entre, d'une part, une administration publique avec des effectifs stables et des collaborateurs bien formés aux tâches du développement et, d'autre part, des acteurs sujets à une rotation nettement plus importante ont ainsi augmenté. Cela a été une des conséquences de la crise financière au niveau de l'administration publique.

Les conséquences de la crise financière sur les budgets des programmes de développement ne varient que peu entre les pays. Ces derniers ont toutefois – aussi en raison des recommandations du CAD – augmenté la concentration thématique et géographique de leur aide. Les attributions par pays ainsi que les programmes destinés aux pays à revenus moyens ont augmenté. Les pays les moins développés (LDC) ont par contre été confrontés à un recul de leur part dans l'aide publique au développement.

> Table des matières

Composition of DAC countries' bilateral ODA, 2012, gross disbursements



08. Autres publications

«*OECD Employment Outlook 2014*»

Paris, 25 septembre 2014

«*Financing SMEs and Entrepreneurs 2014*»

Paris, 25 septembre 2014

«*Measuring Innovation in Education*»

Paris, 25 septembre 2014

«*Geographic Variations in Health Care*»

Paris, 9 octobre 2014

«*Green Growth Indicators for Agriculture*»

Paris, 10 octobre 2014

«*OECD Regional Outlook 2014*»

Paris, 15 octobre 2014

«*How's Life in Your Region*»

Paris, 15 octobre 2014

«*Vieillessement et politiques de l'emploi: Suisse 2014*»

Paris, 23 octobre 2014

09. Calendrier OCDE

7ème Forum Mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales

Berlin, 28-29 octobre 2014

6th annual Global Perspectives Conference

Paris, 29-31 octobre 2014

Forum de la croissance verte et le développement durable 2014

Paris, 13-14 novembre 2014

Sommet des dirigeants du G20

Brisbane, 15-16 novembre 2014

COP 20 United Nations Climate Change Conference

Lima, 1-12 décembre 2014